



Campagne contre l'expansion du nucléaire Campaign for Nuclear Phaseout

Le gouvernement du Canada a tort

L'énergie nucléaire n'est pas une «solution» aux problèmes engendrés par les changements climatiques

L'industrie nucléaire est en déclin à l'échelle planétaire. Plusieurs pays tels que la Suède, l'Allemagne et la Suisse se sont engagés à se retirer graduellement du nucléaire. En Amérique du Nord, il n'y a pas eu de vente de nouveaux réacteurs nucléaires depuis 1978. Un sondage effectué en 1999 en Ontario, où se trouvent la plupart des réacteurs nucléaires au Canada, a démontré que seulement 19 p. 100 des répondants indiquent le nucléaire comme étant leur premier choix pour l'électricité (sondage Angus Reid effectué en février 1999).

Comme stratégie de survie, l'industrie nucléaire exploite à son avantage les préoccupations planétaires par rapport aux changements climatiques et essaie de promouvoir l'énergie nucléaire comme solution.

Au cours des dernières années, plusieurs études ont démontré qu'investir dans l'énergie nucléaire n'aide en rien à résoudre le problème des changements climatiques.¹ Par exemple, l'étude faite par la Société royale du Canada intitulée *Canadian Options for Greenhouse Gas Emissions Reduction*, l'énergie nucléaire n'est même pas mentionnée comme énergie de remplacement des combustibles fossiles.² De plus, une étude faite aux États-Unis conclue que chaque dollar investi dans l'efficacité énergétique déplace sept fois plus d'émissions de gaz carbonique que s'il était investi dans l'énergie nucléaire.³

Malgré tout, le gouvernement du Canada fait pression en ce moment à divers forums sur les changements climatiques pour ajouter le nucléaire au nombre des éléments de stratégie visant la réduction des émissions de gaz carbonique. C'est là une stratégie qui ignore délibérément le problème des déchets nucléaires et autres formes de pollution nucléaire. Les promoteurs de l'énergie nucléaire ont fait pression pour tenter de faire inclure cette forme d'énergie dans le Mécanisme de développement propre (MDP) à la Sixième Conférence des Parties (CoP6) qui s'est tenue en novembre 2000. La Conférence s'est terminée sans entente; on a donc remis à plus tard la décision sur ce qui pourrait être inclus dans le MDP. Le Mécanisme de développement propre (MDP) permettrait au Canada et aux autres signataires du Protocole de Kyoto de 1997 sur la réduction des gaz à effet de serre de recevoir des «crédits d'émission» pour les projets réalisés dans les pays en développement.⁴

Les détails du Mécanisme de développement propre sont toujours à déterminer, mais le MDP permettrait au gouvernement canadien, par exemple, de récolter une part des crédits d'émissions associés à des projets qui réduiraient les émissions de gaz carbonique et autres gaz à effet de serre dans un pays étranger. Le Canada, en tant que partie prenante, pourrait utiliser sa part des

crédits et les appliquer au calcul de ses propres émissions dans le cadre du Protocole de Kyoto. Le Mécanisme de développement propre a été décrit comme étant un concept de marché ; une variante, en fait, de l'idée des « émissions échangeables ». Certains ont sévèrement critiqué le concept puisqu'il permet aux états et aux multinationales de continuer à mener des activités très polluantes en transférant les crédits d'émissions d'un endroit à l'autre. Au Canada, on craint que le MDP sera utilisé par le gouvernement fédéral pour commercialiser les réacteurs nucléaires canadiens dans les pays en développement dans le cadre du programme de crédits pour la réduction des émissions de gaz carbonique.

Il y a cependant des options claires au jeu de gobelets des émissions échangeables, qui ne misent ni sur le charbon, ni sur le nucléaire. En avril 2000, la David Suzuki Foundation publiait une étude novatrice intitulée *Power Shift: Cool Solutions to Global Warming*.

Cette étude explique comment il serait possible, d'ici 2030, de réduire de 50 p. 100 les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1995. Figurent parmi les solutions proposées les améliorations thermiques résidentielles et les innovations en matière de transport.⁵ L'étude, rédigée par Ralph Torrie, expert en énergie, démontre qu'il est possible, à l'aide de techniques connues et disponibles, de fermer d'ici 2030 toutes les grandes centrales nucléaires et thermiques (au mazout et au charbon).

Notes bibliographiques

¹ Voir, par exemple: <<http://www.antenna.nl/wise/cop6/related/index.html>>

² Société Royale du Canada, "Final Report of the COGGER Panel", Ottawa, Ontario: Société Royale du Canada, 1993, p.1

³ Bill Keepin et Gregory Kats, "Greenhouse Warming: comparative analysis of nuclear and energy efficiency abatement strategies", Energy Policy, vol.16, no.6, Décembre 1988

⁴ Pour des renseignements de base sur le MDP, consulter par exemple: Michael Toman et Marina Cazorla, The Clean Development Mechanism: A Primer, Resources for the Future, Washington, D.C. 1998, site web:<<http://www.weatherwane.rff.org/features/feature048.html>>

⁵ David Suzuki Foundation, Power Shift: Cool Solutions to Global Warming, Vancouver, B.C.: Avril 2000, p.9. On peut consulter ce document (en anglais) sur le site web suivant : <http://www.davidsuzuki.org/PDF/power_shift11.pdf>

Campagne contre l'expansion du nucléaire /
Campaign for Nuclear Phaseout
Ottawa (Ontario) Canada
tél : (613) 789-3634
t.c. : (613) 241-2292
c-e : cnp@web.ca
web: www.cnp.ca